

EUROPE 2024-2029

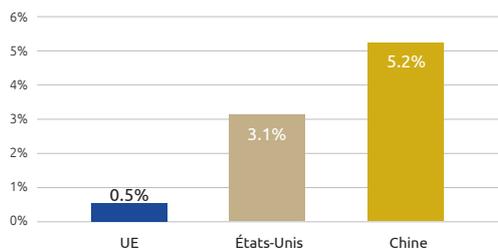
Le monde tel qu'il existait il y a 15 ans répondait parfaitement à l'objectif européen. Mais les temps ont changé. L'Europe n'est pas à la hauteur du marché actuel et doit adapter sa stratégie. Comment? Markus J. Beyrer (directeur général de BusinessEurope) et Pieter Timmermans (CEO VBO FEB) se projettent dans cinq ans.



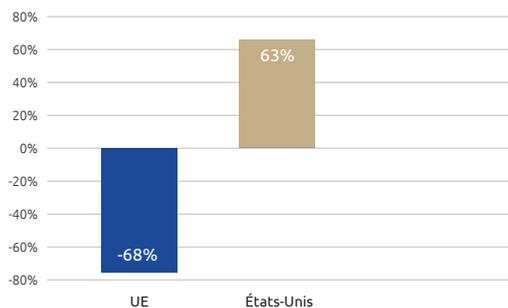
Les titres des mémorandums de la FEB (« Une Europe plus forte dans le monde ») et de la fédération européenne des employeurs BusinessEurope (« Reboot Europe ») sont éloquentes : l'Europe perd du terrain par rapport aux États-Unis et à la Chine, en termes tant de croissance et d'investissements que de capacité d'innovation. Les chiffres ne mentent pas : en 2023, le PIB de l'UE n'a augmenté que de 0,5%, contre 3,1% pour les États-Unis et 5,2% pour la Chine. Au cours de la période 2019-2021, les investissements étrangers directs ont chuté de 68% dans l'UE, alors qu'ils ont augmenté de 63% aux États-Unis.

Même si l'UE investit chaque année quelque 330 milliards EUR dans la recherche et l'innovation (soit 2,2% du PIB européen en 2021), c'est toujours nettement moins que les USA (3,4%). Dans l'intervalle, la Chine (2,4%) a également rattrapé l'Europe.

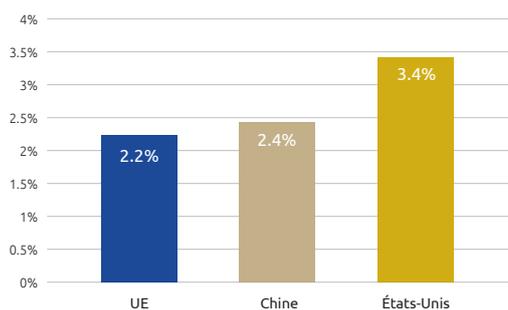
Croissance du PIB en 2023



Évolution des investissements directs étrangers (IDE) 2019-2021



Part du PIB investie dans la recherche et l'innovation



Source : BusinessEurope



« MON RÊVE ? UN CONTRÔLE DE COMPÉTITIVITÉ DE L'ENSEMBLE DE L'ARSENAL RÉGLEMENTAIRE EUROPÉEN »

Markus J. Beyrer
 Directeur général de BusinessEurope





« 85% DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SERA GÉNÉRÉE EN DEHORS DE L'UE DANS LES ANNÉES À VENIR »

Pieter Timmermans
CEO VBO FEB

» RAPPORT 'VON DER LEYEN I'

Malgré ces chiffres inquiétants, commençons par une note positive : Europe a également fait du bon travail ces dernières années ?

Pieter Timmermans (PT) : « En comparaison avec d'autres continents, l'Europe est parvenue à maîtriser la crise du Covid sans trop de dommages pour son marché intérieur. La stratégie commune et ferme dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie prouve également que l'Europe ne se laisse pas court-circuiter. Imposer des sanctions nécessaires à l'encontre de la Russie, même si elles nuisent à nos entreprises, est une preuve de 'leadership'. »

Markus J. Beyrer (MB) : « L'approche de la crise du Covid a également montré qu'un processus décisionnel démocratique ne conduit pas nécessairement à des procédures complexes, pour autant qu'il soit efficace. Le fait que l'Europe s'est mieux sortie de la crise sanitaire malgré ces processus compliqués et équilibrés est encourageant. »

En revanche, il est moins positif...

MB : « ... que l'Europe a perdu de sa compétitivité économique au cours des cinq dernières années. Certes, la crise ukrainienne a frappé l'Europe plus durement que d'autres parties du monde. Mais la surréglementation, l'instabilité et le coût de l'énergie, la longueur des procédures d'autorisation et la pénurie d'aptitudes et de main-d'œuvre ne jouent pas en notre faveur. »

Au cours des cinq dernières années, le 'Green Deal' a été l'une des pierres angulaires de la Commission von der Leyen. Mais les critiques se multiplient. À juste titre ?

PT : « Le monde des entreprises soutient la transition verte et choisit résolument de faire partie de la solution. Mais le 'Green Deal' n'est pas un moteur de croissance. La Commission n'a pas accordé suffisamment d'attention à la compétitivité. Et ce jusqu'à l'arrivée de la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA) qui, outre l'énergie propre, visait explicitement la création d'emplois et le rétablissement de la compétitivité et offrait un cadre d'investissement beaucoup plus attrayant pour les entreprises. La réponse de l'UE a consisté à assouplir (temporairement) les règles relatives aux aides d'État. La France et l'Allemagne, qui représentent ensemble près des trois quarts de l'ensemble des aides d'État au sein de l'UE, se sont réjouies de cette décision. Elles sont désormais à même de surclasser d'autres pays plus petits et moins riches. Quoi qu'il en soit, le 'Green Deal' n'aura de réelles chances de succès que s'il est accompagné d'un Industrial Deal ou d'un 'Competitiveness Deal' européen au moins équivalent, afin de combler le fossé entre l'Union et ses partenaires internationaux. »

MB : « Dès la phase de conception du 'Green Deal', nous avons réclamé un Industrial Deal, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres blocs économiques. Fixer des objectifs est une bonne chose, mais ils doivent être étayés de manière réaliste et factuelle afin de ne pas se tirer une balle dans le pied. Par ailleurs, l'Europe doit être en mesure d'adapter sa stratégie technologique de manière plus souple en fonction de l'évolution rapide du monde. Les autorités européennes ont tendance à trop 'microgérer' les entreprises. Cela nuit à la flexibilité. Il faut donner aux entreprises un cadre et des objectifs, puis les laisser libres d'agir et d'innover dans ce cadre. »

Outre les critiques formulées à l'encontre du 'Green Deal', la frénésie réglementaire européenne et la surcharge administrative qu'elle entraîne ont également été pointées.

MB : « Le tsunami de nouvelles règles relatives au 'Green Deal' a représenté près de deux milliards EUR de charges administratives supplémentaires, selon l'enquête annuelle de la Commission sur les charges (2022)¹. Toutes ces nouvelles règles entraînent une surabondance d'exigences de rapportage. De nombreuses entreprises signalent que les ingénieurs consacrent dès lors plus de temps à la rédaction de rapports qu'à la recherche et au développement pour permettre une transition durable, et cela alors qu'on manque déjà cruellement d'ingénieurs. »

PT : « Les rapports ESG imposent aux entreprises une montagne de charges administratives – ne vous méprenez pas, les entreprises sont favorables au développement durable – mais même le 'red tape'² a ses limites. En Belgique, les charges administratives sont encore alourdies par la structure politique régionalisée. »

« ON N'ACQUIERT PAS DE COMPÉTITIVITÉ UNIQUEMENT SUR LA BASE DE SUBVENTIONALES GOUVERNEMENTALES »

Markus J. Beyrer

Directeur général de BusinessEurope



Cette surdose d'administration affecte lourdement la compétitivité de nos entreprises, et donc de notre pays, et doit s'arrêter. La Commission a proposé de bonnes idées pour les réduire – tels que le principe du 'one-in and one-out' ou encore la réduction de 25% des obligations de rapportage –, mais les résultats concrets se font attendre. Mais que signifie une réduction de 25% si on a d'abord ajouté 25% ou plus? Ou qu'obtient-on en remplaçant un facteur 10 par un facteur 30?»

MB : « Nous demandons à l'Europe d'élaborer une sorte de 'test de compétitivité'. Par analogie avec la Déclaration d'Anvers³, nous avons proposé que la Commission élabore une proposition globale qui filtrerait et purgerait toutes les règles européennes existantes de celles qui entravent la compétitivité. »

PT : « Pour chaque nouvelle initiative, la Commission devrait se poser les questions suivantes : est-il vraiment nécessaire de réglementer ce point? et quel est l'impact réel de cette règle sur le quotidien d'une entreprise? En effet, ignorer le fardeau réglementaire pousse les entreprises et les investisseurs à quitter notre continent et nuit à la réputation de l'Europe en tant que lieu d'implantation pour les entreprises. »

MB : « Malheureusement, même une analyse indépendante des décisions proposées est souvent négligée pour des raisons politiques, et la Commission ne suit pas toujours l'avis négatif du Comité d'examen de la réglementation indépendant⁴. Ou on ne prend pas le temps de procéder à une telle analyse en raison de l'urgence politique. Quoi qu'il en soit, il faudrait renforcer les ressources du Comité. Même si ce dernier ne peut pas prendre de décisions politiques, il fournit aux responsables politiques

des données pertinentes, précises et transparentes, nécessaires à une prise de décision éclairée ainsi qu'à une surveillance réglementaire indépendante. »

Le summum serait...

MB : « ... un contrôle de compétitivité de tout l'arsenal réglementaire européen sur la base d'un ensemble d'indicateurs réalistes. Pas 20 ou 30 dans lesquels chaque État membre se retrouve, mais maximum cinq. Cinq qui comptent vraiment et qui indiquent, chiffres à l'appui, si la compétitivité de l'Union s'en trouve renforcée ou pas. »

PT : « Il est temps de mettre un terme à l'accumulation de règles. Car il ne faut pas oublier leur impact cumulatif. Même si chaque règle prise individuellement est éventuellement défendable, elles représentent pour les entreprises une montagne d'obstacles lorsqu'elles s'additionnent. »

PRIORITÉS 'VON DER LEYEN II'

La compétitivité fait désormais partie du récit européen. Cela ne résonne-t-il pas comme une musique douce à nos oreilles?

MB : « Une Europe prospère et compétitive est l'un des trois piliers de l'Agenda stratégique adopté par le Conseil européen en juin dernier – lire aussi 'De nouveaux équilibres posent de nouveaux accents', p. 6. Une Europe libre et démocratique et une Europe forte et sûre sont les deux autres. Selon moi, à long terme, il est impossible de garantir la démocratie et la sécurité sans une Europe prospère et compétitive. Il suffit de regarder ce qui se passe lors des élections : lorsque l'économie va mal, la démocratie est sous pression. »

¹ https://commission.europa.eu/publications/annual-burden-survey_en

² L'expression « red tape » remonte au XVI^e siècle, lorsque les royaumes européens nouaient des rubans rouges autour de leurs dossiers administratifs les plus importants pour tenter de mettre de l'ordre dans leur vaste administration. Aujourd'hui, cela signifie une quantité démesurée d'administration, de réglementations ou de bureaucratie.

³ Le 20 février 2024, 73 chefs d'entreprise issus de 17 secteurs ont remis la Déclaration d'Anvers pour un pacte industriel européen à la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. La déclaration appelle à un pacte industriel européen pour compléter le pacte vert de l'UE et préserver des emplois de qualité en Europe. Aujourd'hui, plus de 1 000 organisations issues de 25 secteurs la soutiennent.

⁴ Le Comité d'examen de la réglementation est un organe consultatif indépendant qui conseille le collège des commissaires. Il assure un contrôle central de la qualité et aide la Commission à réaliser des analyses d'impact et des évaluations aux premiers stades du processus législatif.



« L'UE NE DEVIENDRA PAS PLUS FORTE ÉCONOMIQUEMENT ET POLITIQUEMENT EN TOURNANT LE DOS AU MONDE »

Pieter Timmermans
CEO VBO FEB

PT : «Compte tenu de la baisse de compétitivité et de la situation géopolitique, l'Europe ne peut que s'engager pleinement dans le renforcement de la compétitivité internationale des entreprises belges et européennes. Dans son mémorandum 'Une Europe plus forte dans le monde', la FEB propose 12 leviers pour y parvenir. L'un d'entre eux consiste à approfondir et à renforcer le marché intérieur (voir l'encadré 'Vers une compétitivité européenne renforcée', p. 33). Plus de 43% du PIB de la Belgique dépend du commerce intra-européen de marchandises. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne européenne de 20% et fait de notre pays l'une des économies les plus intégrées du marché unique. Si l'on supprime les obstacles restants, les gains pour l'UE pourraient atteindre 713 milliards EUR d'ici à la fin de 2029, selon les calculs de la Commission européenne. Cela peut se faire par le biais d'une plus grande reconnaissance mutuelle des législations nationales, de l'introduction de normes industrielles et de l'harmonisation des règles lorsque c'est nécessaire. Il faut bien admettre qu'il est complètement surréaliste que l'Europe compte encore 27 systèmes de TVA.»

MB : «La maîtrise des coûts énergétiques est un autre levier. Notre récente étude sur l'évolution du marché de l'énergie en Europe montre que, sans nouvelles mesures décisives, notre énergie restera au moins 50% plus chère que celle de nos plus grands concurrents dans le monde d'ici à 2050. Cela ne sera pas tenable. Il est donc nécessaire de prendre davantage de mesures pour combler cet écart de coûts afin de convaincre qu'il est judicieux d'investir en Europe. En outre, aussi contradictoire que cela puisse paraître, nous devons faire du 'Green Deal' un succès. Or, cela ne fonctionnera pas s'il faut sept ans pour obtenir l'autorisation de construire une éolienne.»

L'UE peut-elle se permettre de se replier sur elle-même ?

PT : «C'est impensable! Nous représentons à peine 6% de la population mondiale et 85% de la croissance économique sera générée en dehors de l'UE dans les années à venir. Notre économie est très ouverte et particulièrement intégrée dans la chaîne de valeur internationale. Le commerce est également important pour nos emplois : en 2022, un emploi sur cinq en Belgique était lié aux exportations hors UE. Sachant cela, il est évident que notre pays ne peut se passer des pays extra-européens. L'accès aux marchés tiers doit donc être garanti et facilité.»

MB : «L'UE doit résister au protectionnisme. Il ne faut pas oublier que 38 millions d'emplois dépendent directement des exportations hors UE. Pour assurer sa sécurité économique, l'UE doit diversifier ses sources d'approvisionnement mais aussi offrir à ses entreprises de nouveaux débouchés à l'exportation. Pour donner un exemple : dans le scénario le plus optimiste, l'UE devrait pouvoir à l'horizon 2030 extraire

10% des matières premières stratégiques dont elle a besoin. Mais elle devrait aussi diversifier les sources d'approvisionnement. On ne peut pas continuer à dépendre à 91% de la Chine pour le magnésium ou à 71% de l'Afrique du Sud pour le platine. L'autonomie stratégique ne doit pas se limiter à produire plus de choses soi-même. La production nationale doit obligatoirement être complétée par des importations.»

En d'autres termes, il faut conclure des accords de libre-échange ?

MB : «Oui, en effet. Mais il n'y a pas eu beaucoup ces derniers temps. Les accords avec le Chili, le Kenya et la Nouvelle-Zélande sont importants mais n'ont pas le poids d'un ALE avec le Mercosur — N.D.L.R. : avec le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Surtout en sachant que la Chine a également des vues sur cette région et qu'elle est déjà aujourd'hui son principal partenaire commercial. Qu'en est-il de l'Inde et des pays de l'ASEAN (Association de 10 pays de l'Asie du Sud-Est)? Et comment évoluent nos relations avec la Chine et les États-Unis? Les risques géopolitiques augmentent, il faut davantage diversifier nos relations commerciales, les rendre plus stables. Mais il faut aussi mieux s'adapter à la réalité et aux besoins de nos partenaires commerciaux. Le monde tel qu'il existait il y a 15 ans répondait parfaitement à notre objectif. Les temps ont changé. L'Europe doit donc également adapter sa stratégie.»

PT : «Les négociations avec l'Australie, pourtant un allié historique, n'ont pas abouti. Et au niveau belge, ce n'est guère mieux. Pas moins de huit accords commerciaux doivent encore être ratifiés par tous les parlements compétents. Pourquoi faut-il que cela dure des années? Rappelez-vous la débâcle du CETA en 2016, lorsqu'un parti politique belge a réussi à torpiller cet accord de libre-échange avec le Canada. Ce traité n'est toujours pas ratifié à 100%, mais tout le monde profite déjà aujourd'hui de ses avantages, même sous application provisoire.»

MB : «L'Europe a besoin d'un processus de ratification des accords commerciaux plus moderne, comme celui qui a été développé pour l'accord de libre-échange avec le Mexique. Avec un pilier 'commerce' dont le contenu relève d'une compétence exclusive européenne, qui doit être ratifié au niveau européen et dont la mise en œuvre doit suivre. Et un pilier de compétence mixte, qui doit suivre un chemin parallèle (c.-à-d. ratification au niveau européen et aussi par les Parlements nationaux et régionaux dans le cas de la Belgique) et dont la mise en œuvre peut prendre plus de temps. »

L'EUROPE DANS LE MONDE

Le virage politique à droite du Parlement européen pourrait se traduire par un soutien accru à l'industrie et à l'agriculture ?

MB : «La majorité structurelle de gauche au Parlement n'existe plus. La coalition du 'centre' - avec le Parti populaire européen (PPE) de centre droit, l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) de centre gauche et les libéraux de Renew Europe - n'est plus aussi forte. Mais aucune majorité n'est possible sans le PPE. Cela profite-t-il aux entreprises ? Beaucoup dépend de la position du PPE dans chaque dossier et de son habilité de trouver des compromis. Je pense que les thèmes 'sociaux' seront aussi compliqués qu'avant. Il sera également plus difficile d'obtenir une majorité en faveur des accords internationaux de libre-échange. »

PT : «En Belgique, j'espère que le glissement vers le centre droit fera remonter les dossiers économiques dans l'agenda. Nous ne pouvons pas tomber dans le piège du protectionnisme et devons rester ouverts au monde entier. »

L'Europe n'est plus le centre du monde ?

PT : «Les chocs géopolitiques ont un impact considérable sur le commerce mondial. C'est une mauvaise nouvelle pour une économie ouverte comme la Belgique. Les dirigeants (européens) doivent donc tout mettre en œuvre pour que la géopolitique ne conduise pas à une fragmentation économique. Ainsi, l'Europe a été victime des mesures tarifaires américaines sur les importations d'acier et d'aluminium européens, sous le couvert de la sécurité nationale des États-Unis. Appelons un chat un chat : le président Biden est tout aussi protectionniste que son prédécesseur Trump. Le Buy American Act a été renforcé et l'IRA est également néfaste pour l'Europe. Mais cela ne signifie en aucun cas que l'Europe doit se laisser séduire par la course aux subventions par laquelle nous nous jouons mutuellement des tours. »

MB : «On n'acquiert pas de compétitivité uniquement sur la base de subventions publiques. D'autre part, l'Europe doit soutenir son industrie et renforcer sa compétitivité tout en respectant les règles internationales et le système commercial multilatéral. Il faut trouver le bon équilibre. La concurrence et l'intérêt national n'excluent pas la coopération. Le plus important, c'est de ne pas perturber le marché intérieur et de parler d'une seule voix. »

Pendant ce temps, la Chine tente de semer la discorde entre l'Europe et les États-Unis ?

MB : «La Chine joue brillamment le jeu du 'diviser pour mieux régner', aussi parmi les États membres de l'UE. Même si les États-Unis et l'Europe se livrent aujourd'hui une concurrence acharnée, nous restons des partenaires animés d'un même esprit. Il faut juste préciser que la collaboration ne signifie pas que l'Europe doit copier ce que font les Américains. Nous devons formuler nos propres réponses en fonction de nos propres intérêts. Et la séparation ('decoupling') n'en fait pas partie. »

PT : «La FEB soutient l'approche européenne de diminution des risques de nos chaînes de valeur, là où il y aurait effectivement un problème pour notre sécurité. Ainsi, nous avons soutenu la création du mécanisme belge de contrôle des investissements étrangers. Mais les mesures potentielles doivent être fondées sur des données factuelles et prises en étroite concertation avec le secteur privé. La dépendance externe ne pose pas nécessairement problème. Les relations économiques avec la Chine restent par exemple importantes. Leur marché offre de nombreuses opportunités dans plusieurs secteurs. Toutefois, cette relation commerciale est asymétrique. Il n'est pas facile de s'établir en Chine ou de fournir certains services sans partenaire chinois. Par ailleurs, les secteurs stratégiques de l'économie chinoise sont encore largement subventionnés. Cela constitue une concurrence déloyale. »

MB : «L'Europe est un marché important pour la Chine et vice versa. Cette dépendance mutuelle doit être plus équilibrée. »

La fortune n'est-elle pas à faire en Inde et dans les pays émergents ?

MB : «Les grandes opportunités de croissance se situent en effet dans les pays émergents, même pour les secteurs traditionnels, et ce notamment dans les pays du Sud. Si les pays du G7 ne commercent et n'investissent qu'entre eux, ils excluent une grande partie du monde. C'est contre-productif, sur le plan tant économique que géopolitique. »

Avons-nous laissé l'Afrique aux mains des Chinois ?

MB : «Aujourd'hui, les investissements européens en Afrique dépassent toujours les investissements chinois et américains. Mais nous devons veiller à ne pas galvauder le bénéfice de notre avance historique. Si l'Europe ne va vers les pays tiers qu'avec des exigences et sans propositions attrayantes, ces pays se tourneront vers des puissances qui ont mieux à offrir. C'est le risque pour l'Europe. Il suffit de voir l'influence croissante de la Chine dans les pays du Mercosur. »

PT : «L'Afrique nous accuse de néocolonialisme, mais se laisse écraser par les Russes ou les Chinois. C'est un exercice délicat, mais nous devons trouver une réponse appropriée, proposer une réelle valeur ajoutée. Et, dans le même temps, offrir une solution juste aux flux migratoires. L'Europe doit dire clairement qu'elle n'est pas la terre promise. » □

VERS UNE COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE RENFORCÉE

- «Une Europe plus forte dans le monde». Pour renforcer la compétitivité de l'Europe, la FEB met en avant ses priorités pour la législature européenne 2024-2029 sous la forme de 12 leviers. Vous pouvez consulter ce manifeste à l'adresse suivante : www.feb.be >publications
- Dans «Reboot Europe», BusinessEurope appelle à un REBOOT de la politique européenne, en s'appuyant sur les réalisations de l'UE et avec des actions ciblées pour remédier aux faiblesses structurelles. Vous pouvez consulter le manifeste à l'adresse suivante : <https://rebooteurope.eu/>

